

RAPPORT

**Budapest (Hongrie)
22-23 septembre 2015**

**Commission européenne
d'agriculture**

Trente-neuvième session



Le QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement.

Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



Les précédentes sessions de la Commission européenne d'agriculture (dénommée Comité européen de technologie agricole de 1949 à 1952 et Comité européen de l'agriculture jusqu'en 1956) ont eu lieu aux dates suivantes:

1. Réunion préparatoire	Paris, 27-28 juin 1949
2. Première session	Rome, 26-30 septembre 1949
3. Deuxième session	Genève, 27-30 mars 1950
4. Troisième session	Rome, 25-28 juin 1951
5. Quatrième session	Rome, 3-6 juin 1952
6. Cinquième session	Rome, 26-29 mai 1953
7. Sixième session	Rome, 14-18 juin 1954
8. Septième session	Rome, 20-24 juin 1955
9. Huitième session	Rome, 7-11 mai 1956
10. Neuvième session	Rome, 17-21 juin 1957
11. Dixième session	Rome, 19-23 mai 1958
12. Onzième session	Rome, 25-29 mai 1959
13. Douzième session	Rome, 15-19 mai 1961
14. Treizième session	Rome, 13-18 mai 1963
15. Quatorzième session	Rome, 17-21 mai 1965
16. Quinzième session	Rome, 15-20 mai 1967
17. Seizième session	Rome, 23-26 octobre 1968
18. Dix-septième session	Rome, 7-11 septembre 1970
19. Dix-huitième session	Rome, 8-12 mai 1972
20. Dix-neuvième session	Rome, 17-21 juin 1974
21. Vingtième session	Rome, 17-23 juin 1976
22. Vingt et unième session	Rome, 19-23 juin 1978
23. Vingt-deuxième session	Rome, 23-27 juin 1980
24. Vingt-troisième session	Rome, 21-25 juin 1982
25. Vingt-quatrième session	Innsbruck (Autriche), 18-22 juin 1984
26. Vingt-cinquième session	Chania (Grèce), 8-12 juin 1987
27. Vingt-sixième session	Porto (Portugal), 23-26 mai 1989
28. Vingt-septième session	Herrsching (Allemagne), 1-5 juillet 1991
29. Vingt-huitième session	La Vallette (Malte), 27 septembre-1 ^{er} octobre 1993
30. Vingt-neuvième session	Bled (Slovénie), 2-6 octobre 1995
31. Trentième session	Nitra (Slovaquie), 8-11 octobre 1997
32. Trente et unième session	Rome, 12-14 octobre 1999
33. Trente-deuxième session	Rome, 7 et 8 mars 2002
34. Trente-troisième session	Rome, 1-2 mars 2004
35. Trente-quatrième session	Riga (Lettonie), 7 juin 2006
36. Trente-cinquième session	Innsbruck (Autriche), 25 juin 2008
37. Trente-sixième session	Erevan (Arménie), 11-12 mai 2010
38. Trente-septième session	Bakou (Azerbaïdjan) 17-18 avril 2012
39. Trente-huitième session	Bucarest (Roumanie), 1-2 avril 2014

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

© FAO, 2015

La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

RÉCAPITULATIF DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

QUESTIONS SOUMISES À L'ATTENTION DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'EUROPE À SA TRENTIÈME SESSION

Ouvrir l'agriculture familiale à l'innovation

- l'agriculture familiale a un rôle à jouer non seulement dans l'élaboration de nouvelles idées, mais aussi s'agissant de mettre à l'essai et d'appliquer ces idées. La riche expérience et la somme de connaissances techniques et de savoir-faire que les exploitations familiales ont accumulées au fil des ans peuvent être elles-mêmes sources d'innovation. L'agriculture familiale doit également occuper une place importante en matière de création et de maintien d'emplois dans les zones rurales, notamment pour les jeunes
- a encouragé la FAO à continuer de recenser et d'analyser les bonnes pratiques et les mécanismes opérationnels qui fonctionnent, notamment les partenariats public-privé
- s'est dite consciente qu'il fallait aider les pays à renforcer les capacités dont ont besoin les intervenants des systèmes d'innovation agricole, notamment les populations autochtones d'Europe et d'Asie centrale, et qu'il fallait un point de rencontre pour les pays

Lutte contre la dégradation des terres pour la sécurité alimentaire

- a confirmé l'appui fourni au Partenariat mondial sur les sols, au Partenariat européen sur les sols (régional) et au Partenariat eurasiatique sur les sols (sous-régional)
- a encouragé le Partenariat mondial sur les sols et les partenariats régionaux et sous-régionaux connexes à adopter et à mettre en œuvre un programme de travail pluriannuel complet visant à promouvoir une gestion durable des sols et assorti d'objectifs mesurables alignés sur les cinq piliers d'action
- a pris note des principales réalisations accomplies par la FAO pour promouvoir la gestion durable des sols, notamment le Rapport sur l'état des ressources en sols dans le monde (produit par le Groupe technique intergouvernemental sur les sols), et s'est interrogée sur ce qui pourrait être fait pour maintenir la dynamique insufflée au cours de l'Année internationale des sols (2015)
- a noté qu'il était important pour les États membres d'augmenter la superficie des terres agricoles et forestières gérées dans des conditions durables, notamment en mobilisant l'appui voulu sur les plans financier, technique, institutionnel, juridique et politique
- a noté que le Partenariat eurasiatique sur les sols avait élaboré un plan de mise en œuvre.

Analyse des programmes de protection sociale destinés aux populations rurales - disparités hommes-femmes

- a noté que plusieurs pays avaient considérablement avancé dans la réforme de leur système de protection sociale de manière à répondre aux nouvelles demandes. Il existe cependant des écarts importants entre les pays si bien que globalement la situation apparaît contrastée. Il reste beaucoup à faire pour que l'égalité des sexes et la protection sociale soient pleinement prises en compte en tant qu'éléments fondamentaux dans l'élaboration des politiques et des programmes, en particulier les besoins des femmes rurales, qui sont des agents importants du changement
- a demandé des précisions sur les travaux menés par la FAO concernant les flux migratoires de main-d'œuvre

- souhaitait que la FAO continue de réaliser des études fondées sur des faits et de présenter des bonnes pratiques et des exemples de réussite
- a souligné qu'il était important que la FAO se concentre sur les activités qui correspondent à son mandat et à ses compétences essentielles et s'efforce de collaborer avec d'autres organismes

Combattre le fardeau social et économique de la malnutrition

- a reconnu le rôle central que jouent dans l'élimination de la malnutrition des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition, et l'importance de la collaboration intersectorielle et interinstitutionnelle, à la fois au niveau des pays et au sein du système des Nations Unies
- a reconnu que la malnutrition devait être abordée de manière globale en prenant en considération les interactions et les effets des mesures appliquées dans divers domaines des systèmes alimentaires, ainsi que les différences et les spécificités qui existent aux niveaux national et régional
- a recommandé que les travaux et l'effort de coopération de la FAO dans la région soient axés sur:
 - la promotion de la recherche et de l'innovation dans l'agriculture afin de surmonter les obstacles à l'amélioration de la nutrition
 - l'intégration d'objectifs nutritionnels, notamment la promotion d'une alimentation saine et diversifiée, dans toutes les stratégies pertinentes, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, du développement rural et de la santé publique
 - la promotion d'actions intersectorielles efficaces grâce à une approche faisant appel aux diverses parties prenantes et en collaboration avec le secteur privé et la société civile et des partenariats public-privé permettant de traduire rapidement la recherche en actions et en politiques
 - la création de systèmes nationaux et mondiaux robustes d'évaluation et de suivi fondés sur des indicateurs harmonisés multisectoriels
- a réaffirmé l'engagement des membres à l'égard de la Déclaration de Rome sur la nutrition de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2). La Commission a également souligné que les mesures prises devaient être alignées sur des cadres internationaux tels que la CIN2 et le Programme de développement pour l'après-2015
- la FAO doit œuvrer dans le cadre de son mandat et en étroite collaboration avec d'autres organisations internationales compétentes telles que l'OMS, l'UNICEF et le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies

TABLES DES MATIÈRES

Paragrophes

INTRODUCTION.....	1-2
OUVERTURE DE LA SESSION	3-5
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER.....	6
NOMINATION DU RAPPORTEUR.....	7
OUVRIR L'AGRICULTURE FAMILIALE À L'INNOVATION.....	8-9
LUTTE CONTRE LA DÉGRADATION DES TERRES POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES DES SOLS EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE – ANNÉE INTERNATIONALE DES SOLS (2015)	10-12
ANALYSE DES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE DESTINÉS AUX POPULATIONS RURALES – DISPARITÉS HOMMES-FEMMES	13-14
COMBATTRE LE FARDEAU SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DE LA MALNUTRITION EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE PAR DES POLITIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES TENANT COMPTE DE LA NUTRITION	15-16
COÛT DE L'ORGANISATION DES PROCHAINES SESSIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE DE LA FAO – PROPOSITIONS	17-18
ÉLECTION DES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF	19-22
QUESTIONS DIVERSES	23
DATE ET LIEU DE LA QUARANTIÈME SESSION.....	24
EXAMEN ET APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION.....	25

INTRODUCTION

1. La trente-neuvième session de la Commission européenne d'agriculture (ECA) s'est tenue à Budapest (Hongrie), les 22 et 23 septembre 2015.
2. Des représentants de 36 États Membres et d'une organisation Membre ont participé à la session. Quatre observateurs et neuf organisations de la société civile y ont également participé.

OUVERTURE DE LA SESSION

3. Mme Natalie Feistritz, Présidente de la Commission européenne d'agriculture, a ouvert la trente-neuvième session de l'ECA et a souhaité la bienvenue aux délégués. Elle a remercié le Gouvernement hongrois d'accueillir la Commission.
4. Mme Katalin Tóth, Secrétaire d'État adjointe du Ministère hongrois de l'agriculture, a souhaité aux délégués la bienvenue à la trente-neuvième session de l'ECA et a affirmé que les sujets qui seraient abordés étaient d'une grande pertinence pour la région. Elle a mis en avant les initiatives du Gouvernement hongrois sur ces sujets, notamment celles qui concernent l'agriculture familiale.
5. M. Vladimir Rakhmanin, Sous-Directeur général/Représentant régional pour l'Europe et l'Asie centrale, s'exprimant au nom de la FAO, a souhaité la bienvenue aux participants et remercié le Gouvernement hongrois de son hospitalité et de la qualité des locaux et équipements mis à disposition pour la session. Toutes les délégations ont approuvé ces propos. Il a mentionné les principaux mécanismes d'exécution et domaines techniques d'activité du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale (REU), puis a souligné l'importance de l'ECA en tant qu'organe technique. Enfin, il a noté que les résultats des débats au sein de l'ECA devaient être convenablement pris en compte et présentés à la Conférence régionale.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER

6. La Commission a adopté son ordre du jour tel qu'il figure à l'Annexe A du présent rapport.

NOMINATION DU RAPPORTEUR

7. MM. Spyridon Ellinas (Chypre) et Michael Würzner (Suisse) ont été nommés rapporteurs de l'ECA.

OUVRIR L'AGRICULTURE FAMILIALE À L'INNOVATION

8. La Commission a examiné en quoi les innovations dans le domaine de l'agriculture familiale pouvaient contribuer à la sécurité alimentaire à long terme, à la réduction de la pauvreté rurale et à un équilibre environnemental durable dans la région. Elle s'est également penchée sur des problèmes nationaux et sous-régionaux relatifs à l'ouverture de l'agriculture familiale à l'innovation, notamment concernant les choix en matière de politiques et, enfin, elle a fourni des informations sur l'expérience acquise aux niveaux régional, national et local. Le débat a débuté par une table ronde qui était animée par Mme Karin Nichterlein et qui a réuni M. Botir Dosov, M. Michael Hauser et Mme Nevena Alexandrova.
9. La Commission:
 - a) a noté que les exploitants agricoles contribuaient à créer des idées et des connaissances et à innover et qu'un changement de direction vers des systèmes d'innovation agricole pluralistes et axés sur la demande devait avoir lieu dans tous les secteurs de l'agriculture, y compris la pêche et les forêts. L'agriculture familiale a un rôle à jouer non seulement dans l'élaboration de nouvelles idées, mais aussi s'agissant de mettre à l'essai et d'appliquer ces idées. La riche expérience et la somme de connaissances techniques et de savoir-faire que les exploitations familiales ont accumulées au fil des ans peuvent être elles-mêmes des sources d'innovation. L'agriculture familiale doit également occuper une place importante en matière de création et de maintien d'emplois dans les zones rurales, notamment pour les jeunes;
 - b) a encouragé la FAO à continuer de recenser et d'analyser les bonnes pratiques et les mécanismes opérationnels qui fonctionnent, notamment les partenariats public-privé, et d'aider les pays à redéfinir leurs politiques agricoles et leurs dispositifs institutionnels en tenant compte du concept de système d'innovation agricole, notamment la formulation et la mise en œuvre de stratégies agricoles faisant appel aux technologies de l'information.
 - c) s'est dite consciente qu'il fallait aider les pays à renforcer les capacités dont ont besoin les intervenants des systèmes d'innovation agricole, notamment les populations autochtones d'Europe et d'Asie centrale, et faire en sorte que la FAO constitue un point de rencontre pour les pays de la région et fasse office d'intermédiaire neutre pour le partage des connaissances en matière de transformation des systèmes d'innovation agricole dans la région Europe centrale et orientale et Asie centrale, afin de se doter de systèmes plus efficaces, inclusifs, décentralisés et pluralistes.

LUTTE CONTRE LA DÉGRADATION DES TERRES POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES DES SOLS EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE – ANNÉE INTERNATIONALE DES SOLS (2015)

10. La Commission a examiné les principales causes, l'état et les tendances de la dégradation des terres, et recensé les principaux problèmes qui se posent sur le plan de la sécurité alimentaire et des services écosystémiques des sols en Europe et en Asie centrale.

11. La Commission:

- a) a confirmé l'appui fourni au Partenariat mondial sur les sols, au Partenariat européen sur les sols (régional) et au Partenariat eurasiatique sur les sols (sous-régional), qui sont des instruments essentiels pour passer au stade de l'action concrète aux niveaux local, national, sous-régional et régional;
- b) a encouragé le Partenariat mondial sur les sols et les partenariats régionaux et sous-régionaux connexes à adopter et à mettre en œuvre un programme de travail pluriannuel complet visant à promouvoir une gestion durable des sols et assorti d'objectifs mesurables alignés sur les cinq piliers d'action, et à assurer la transparence des contributions de ses partenaires (financières et en nature);
- c) a pris note des principales réalisations accomplies par la FAO pour promouvoir la gestion durable des sols, notamment le Rapport sur l'état des ressources en sols dans le monde (produit par le Groupe technique intergouvernemental sur les sols), et s'est interrogée sur ce qui pourrait être fait pour maintenir la dynamique insufflée au cours de l'Année internationale des sols (2015);
- d) a noté qu'il était important pour les États membres d'augmenter la superficie des terres agricoles et forestières gérées dans des conditions durables, notamment en mobilisant l'appui voulu sur les plans financier, technique, institutionnel, juridique et politique;
- e) a souscrit aux recommandations énoncées au paragraphe 33 (à l'exception du deuxième alinéa) et au paragraphe 34;
- f) a noté que le Partenariat eurasiatique sur les sols avait élaboré un plan de mise en œuvre. Cependant, le secrétariat a été invité à élaborer un document présentant les incidences juridiques et financières de la création d'une autorité consultative habilitée, en l'occurrence une commission eurasiatique des sols, et à le porter à l'attention de l'organe directeur compétent pour décision.

12. La Commission a recommandé que la FAO renforce son assistance technique aux États membres afin d'enrayer et d'inverser la dégradation des terres dans tous leurs usages, en mettant l'accent sur la remise en état des sols dégradés, conformément au projet de cible 15.3 des objectifs de développement durable, et en menant une action coordonnée avec tous les acteurs et parties prenantes concernés, y compris les organisations internationales, la société civile, le secteur privé et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

ANALYSE DES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE DESTINÉS AUX POPULATIONS RURALES – DISPARITÉS HOMMES-FEMMES

13. La Commission a examiné les conclusions de l'étude menée au niveau régional sur la situation actuelle en matière de protection sociale dans la Communauté d'États indépendants (CEI) et en Géorgie, ainsi que le document d'information élaboré sur la base de cette étude. Le document d'information aborde en particulier la question des prestations de maternité et celle des pensions de retraite, qui sont essentielles à l'autonomisation économique et au bien-être des femmes dans les zones rurales.

14. La Commission:

- a) a pris note de l'étude régionale menée par la FAO et a accueilli avec satisfaction le document d'information élaboré sur la base de cette étude, qui donne un aperçu des dimensions sexospécifiques de deux volets de la protection sociale – les prestations de maternité et les pensions de retraite;
- b) a noté que plusieurs pays avaient considérablement avancé dans la réforme de leur système de protection sociale de manière à répondre aux nouvelles demandes. Il existe cependant des écarts importants entre les pays si bien que globalement la situation apparaît contrastée. Il reste beaucoup à faire pour que l'égalité des sexes et la protection sociale soient pleinement prises en compte en tant qu'éléments fondamentaux dans l'élaboration des politiques et des programmes, en particulier les besoins des femmes rurales, qui sont des agents importants du changement;
- c) a demandé des précisions sur les travaux menés par la FAO concernant les flux migratoires de main-d'œuvre;
- d) souhaitait que la FAO continue de réaliser des études fondées sur des faits et de présenter des bonnes pratiques et des exemples de réussite, afin d'apporter plus efficacement aux pays les avis et l'appui techniques qui conviennent;
- e) a approuvé toutes les recommandations formulées dans le document, en soulignant qu'il était important que la FAO se concentre sur les activités qui correspondent à son mandat et à ses compétences essentielles et s'efforce de collaborer avec d'autres organismes dont les missions de base comprennent les questions d'égalité des sexes et la protection sociale.

**COMBATTRE LE FARDEAU SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DE LA MALNUTRITION
EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE PAR DES POLITIQUES AGRICOLES ET
ALIMENTAIRES TENANT COMPTE DE LA NUTRITION**

15. La Commission a pris note des différentes formes de malnutrition et de la prévalence de celle-ci dans les pays de la région Europe et Asie centrale imputables aux conditions socioéconomiques, au degré d'engagement politique et aux capacités stratégiques et opérationnelles en matière de nutrition dans les différents pays.

16. La Commission:

- a) a noté que le document d'information donnait un aperçu des différents aspects des problèmes de malnutrition rencontrés dans la région Europe et Asie centrale ainsi que des options qui s'offrent en matière de politiques pour les résoudre;
- b) a reconnu le rôle central que jouent dans l'élimination de la malnutrition des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition, et l'importance de la collaboration intersectorielle et interinstitutionnelle, à la fois au niveau des pays et au sein du système des Nations Unies;
- c) a souscrit aux recommandations formulées au paragraphe 49, qui mettent en avant quatre domaines d'action: i) renforcer la gouvernance et l'obligation redditionnelle en matière de nutrition tout en promouvant la coordination, la collaboration, la création de réseaux et les partenariats entre secteurs concernés; ii) promouvoir des régimes alimentaires variés, sains et de qualité, de même que des habitudes alimentaires saines qui tiennent

- compte des traditions locales, de la biodiversité nécessaire à la nutrition et de l'impact sur l'environnement; iii) soutenir les petites exploitations et les exploitations familiales de manière à renforcer la diversité et la résilience alimentaires; iv) mesurer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs nutritionnels et de la mise en œuvre des engagements de la CIN2 aux plans local, national et régional;
- d) a reconnu que la malnutrition devait être abordée de manière globale en prenant en considération les interactions et les effets des mesures appliquées dans divers domaines des systèmes alimentaires, ainsi que les différences et les spécificités qui existent aux niveaux national et régional;
- e) a recommandé que les travaux et l'effort de coopération de la FAO dans la région soient axés sur:
- la promotion de la recherche et de l'innovation dans l'agriculture afin de surmonter les obstacles à l'amélioration de la nutrition en traitant toutes les formes de malnutrition, notamment la «faim cachée», le retard de croissance et le dépérissement, et en prenant appui sur des systèmes alimentaires et agricoles résilients, durables et tenant compte de la nutrition;
 - l'intégration d'objectifs nutritionnels, notamment la promotion d'une alimentation saine et diversifiée, dans toutes les stratégies pertinentes, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, du développement rural et de la santé publique;
 - la promotion d'actions intersectorielles efficaces grâce à une approche faisant appel aux diverses parties prenantes et en collaboration avec le secteur privé et la société civile et des partenariats public-privé permettant de traduire rapidement la recherche en actions et en politiques et d'obtenir des résultats grâce à des capacités renforcées, l'accent étant mis en particulier sur les petites exploitations et l'agriculture familiale;
 - la création de systèmes nationaux et mondiaux robustes d'évaluation et de suivi fondés sur des indicateurs harmonisés multisectoriels, notamment ceux du Cadre mondial de suivi de l'Assemblée mondiale de la Santé concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et l'enfant en bas âge, et doté d'une capacité adéquate de génération de données.
- f) a réaffirmé l'engagement des membres à l'égard de la Déclaration de Rome sur la nutrition de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2). La Commission a également souligné que les mesures prises devaient être alignées sur des cadres internationaux tels que la CIN2 et le Programme de développement pour l'après-2015;
- g) la FAO doit œuvrer dans le cadre de son mandat et en étroite collaboration avec d'autres organisations internationales compétentes telles que l'OMS, l'UNICEF et le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies.

COÛT DE L'ORGANISATION DES PROCHAINES SESSIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE DE LA FAO – PROPOSITIONS

17. La Commission a examiné la proposition détaillée relative aux coûts d'organisation de ses futures sessions à Ankara, Budapest et Rome. Le document a été élaboré par le secrétariat conformément à la décision prise par la Commission européenne d'agriculture à sa trente-huitième session et par la Conférence régionale pour l'Europe à sa vingt-neuvième session.

18. La Commission:

- a) a noté que, du point de vue des coûts, il était avantageux d'organiser les futures sessions à Budapest, mais que d'autres aspects devaient être pris en compte notamment l'efficacité, l'efficacité, les interactions entre les membres et avec le personnel technique, ainsi que la possibilité pour n'importe quel État Membre d'accueillir les sessions;
- b) a conclu qu'elle prendrait une décision sur le lieu de sa prochaine session au titre du point 10.

ÉLECTION DES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

19. La Commission a élu Mme Marietta Okenkova Vice-Présidente du Comité exécutif pour une période de quatre ans.

20. MM. Siim Tideman, Damien Kelly, Mirosław Drygas et Hilmi Erin Dedeoglu ont été réélus pour un deuxième mandat de deux ans. Deux nouveaux membres ont été élus:

- M. Oleg Kobiakov (premier mandat)
- M. Spyridon Ellinas (premier mandat)

21. La Présidente a remercié M. Vasily Lawrovskiy, membre sortant du Comité exécutif, du dévouement avec lequel il a collaboré aux travaux du Comité.

22. La Commission a remercié la Vice-Présidente, Mme Alina Popescu, du dévouement et des efforts dont elle a fait montre au cours de son mandat.

QUESTIONS DIVERSES

23. Il n'y avait pas d'autres questions à l'examen.

DATE ET LIEU DE LA QUARANTIÈME SESSION

24. La Commission est convenue de tenir sa quarantième session à Budapest en 2017, la date devant être fixée par le Comité exécutif en collaboration avec le Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale. La Commission a décidé de réexaminer la question du lieu de ses futures sessions à sa quarantième session sur la base de l'étude que le secrétariat devait réaliser au sujet de l'intérêt d'organiser les sessions de l'ECA indépendamment de celles de la Conférence régionale pour l'Europe.

EXAMEN ET APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION

25. Le rapport a été approuvé en bloc, avec quelques changements de forme apportés par la Commission.

Annexe A

ORDRE DU JOUR ANNOTÉ

1. **Ouverture de la session**
2. **Adoption de l'ordre du jour et du calendrier**
3. **Nomination du rapporteur**
4. **Ouvrir l'agriculture familiale à l'innovation**

Le point intitulé «Ouvrir l'agriculture familiale à l'innovation¹» met en lumière le rôle des exploitations familiales, lesquelles ne doivent pas être considérées comme un obstacle, mais au contraire comme l'un des moyens de parvenir à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à une production durable respectueuse de l'environnement, au niveau mondial et à long terme. La promotion de l'innovation dans l'agriculture familiale devient donc une priorité mondiale et, partant, une priorité des membres de la région. Ces vingt dernières années, le secteur agricole en Europe centrale et orientale, ainsi qu'en Asie centrale, a radicalement changé: d'un système d'exploitation collectif on est passé à un système d'exploitation individuel. Ce mouvement a généralement été accompagné d'une privatisation de la propriété foncière. Cela a eu pour conséquence: i) de rendre plus inégal, pour un très grand nombre d'exploitations familiales, l'accès aux connaissances, aux marchés et à l'innovation et ii) de compliquer la tâche des pouvoirs publics, leurs capacités politiques et institutionnelles n'étant pas suffisantes pour satisfaire les besoins d'innovation.

La région, qui comprend des pays et des sous-régions aux problèmes spécifiques, a fait l'objet d'une étude sur les choix à faire pour favoriser l'innovation dans l'agriculture familiale. Les efforts doivent porter principalement sur la transition entre un système de recherche national linéaire, vertical, et non inclusif, adapté aux économies centralisées du passé, à un système d'innovation agricole² ouvert à tous, décentralisé et pluraliste, qui permette de coordonner les activités de toutes les parties prenantes concernées et qui facilite leur action. Dans l'ensemble de la région, les exploitations familiales sont très diverses, notamment du point de vue de la taille, des marchés et de l'accès aux connaissances. Ces caractéristiques sont parfois propres à telle ou telle région, ce qui signifie qu'il faut envisager divers systèmes d'innovation agricole.

Une fois achevée, l'étude permettra de mettre en évidence le rôle des exploitations familiales dans la sécurité alimentaire, et les difficultés que rencontrent le monde agricole et les institutions qui soutiennent l'innovation agricole. Les conclusions de l'étude seront présentées aux membres.

Il est prévu que les membres examinent les recommandations issues de l'analyse, mais aussi qu'ils fassent part de leur expérience nationale, régionale et locale. Les discussions devraient, d'une part, aboutir à des recommandations concernant les politiques à mettre en œuvre pour encourager l'innovation et, d'autre part, fournir à la FAO des indications précises concernant ses axes de travail pour la prochaine période biennale.

¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2014: La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture – Ouvrir l'agriculture à l'innovation.

² L'expression «système d'innovation agricole» peut se définir de la manière suivante: «toutes les personnes, organisations et entreprises qui développent et mettent en œuvre de nouveaux produits, processus et formes organisationnelles en vue de réaliser la sécurité alimentaire, le développement économique et la gestion durable des ressources naturelles». En tant que système, il englobe les différentes parties prenantes et autres acteurs, mais aussi les liens qui existent entre eux. Il comprend également ce qu'on appelle un «environnement favorable» qui, comme son nom le suggère, est constitué de tout ce qui rend les choses possibles: l'engagement et la vision politique, les cadres juridique et économique, le budget et les crédits ouverts, les structures de gouvernance et de pouvoir, les mesures d'incitation et les normes sociales (FAO, 2012).

Un cadre de décision comprenant les recommandations auxquelles auront abouti les discussions sera préparé en vue de son adoption à la trentième session de la Conférence régionale pour l'Europe.

5. Lutte contre la dégradation des terres pour la sécurité alimentaire et services écosystémiques des sols en Europe et en Asie centrale – Année internationale des sols (2015)

La dégradation des terres, l'un des thèmes de l'Année internationale des sols (2015), est un enjeu fondamental du point de vue de la sécurité alimentaire et de la préservation des services écosystémiques des sols dans la région, en particulier dans le Caucase et l'Asie centrale. En effet, en raison de facteurs biophysiques et socioéconomiques aggravés par les effets du changement climatique et de l'utilisation non durable des terres et des ressources hydriques, c'est l'une des principales menaces auxquelles font face la majorité des pays d'Europe et d'Asie centrale. Les sols, qui sont un élément fondamental des ressources en terres, subissent une pression de plus en plus forte et le nombre de zones ayant atteint leurs limites en matière de capacité de production est en forte augmentation.

Pour relever ce défi, le Partenariat européen sur les sols³ et le Partenariat sous-régional eurasiatique sur les sols⁴ qui lui est associé, ont été créés, en 2013, sous l'égide du Partenariat mondial sur les sols. Les pays partenaires ont entrepris l'élaboration d'un plan de mise en œuvre, afin que les partenariats sous-régionaux puissent travailler concrètement sur le terrain aux niveaux régional, national et local.

La FAO et d'autres partenaires internationaux soutiennent la mise en place d'un cadre mondial qui permette d'évaluer la dégradation des terres à différentes échelles et qui pourra servir de référence et faciliter le ciblage des investissements et la planification des interventions, dans l'optique d'un développement agricole efficace, équitable et durable. Étant donné que la collecte de données de référence est un travail de longue haleine, il est important de commencer à avancer, afin d'atteindre l'objectif fixé dans le programme de développement pour l'après-2015 – augmenter de 30 pour cent la superficie occupée par des terres cultivées, des pâturages et des forêts gérés de façon durable.

Le document d'information présenté par le secrétariat fera le point de la situation en ce qui concerne la dégradation des terres/sols dans la région Europe et Asie centrale, ainsi que des tendances, des enjeux et des coûts. Il indiquera en quoi des sols sains peuvent contribuer à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, et aux services écosystémiques, afin d'en tirer des conseils sur les stratégies à suivre et les choix d'investissement à faire dans le cadre d'une gestion durable des sols.

Les membres seront invités à apporter un appui à l'exécution des plans de mise en œuvre des partenariats (sous-) régionaux sur les sols et à approuver les actions prioritaires (par exemple extension de la gestion intégrée des ressources naturelles dans les paysages agricoles salinisés et sujets à la sécheresse en Asie centrale et en Turquie), afin de stopper, voire d'inverser, la tendance actuelle à la dégradation des sols aux niveaux régional, national et local et de s'attaquer à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse – trois problèmes indissociables – en cohérence avec la stratégie décennale de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (2008-2018).

Un cadre de décision contenant les recommandations issues des débats sera préparé, en vue de son adoption à la trentième session de la Conférence régionale pour l'Europe.

³ Le Partenariat européen sur les sols a été créé le 31 octobre 2013, à Berlin. Son secrétariat se trouve à Ispra (Italie), au Centre commun de recherche de la Commission européenne - <http://www.fao.org/globalsoilpartnership/partenariats-regionaux-sur-les-sols/europe/fr/>

⁴ Le Partenariat eurasiatique sur les sols a été créé sur la période du 18 au 20 novembre 2013, à Moscou. Son secrétariat se trouve à Moscou (Fédération de Russie), au Centre eurasiatique pour la sécurité alimentaire – <http://www.fao.org/globalsoilpartnership/partenariats-regionaux-sur-les-sols/europe/fr/> et <http://ecfs.msu.ru/ru/epp/epp.php>

6. Analyse des programmes de protection sociale destinés aux populations rurales – disparités hommes-femmes

L'impact positif de la protection sociale sur le développement rural est largement admis. C'est donc un élément essentiel des politiques en faveur des pauvres, notamment dans le programme pour l'après-2015. Dans cette optique, la FAO est déterminée à accompagner les gouvernements et les partenaires en intégrant la protection sociale à ses stratégies et actions régionales et nationales, afin de les aider à affronter les principaux obstacles au développement agricole et à la réduction de la pauvreté rurale. Pour mieux comprendre les effets bénéfiques des programmes de protection sociale sur les femmes et les hommes vivant en milieu rural, ce qui est particulièrement pertinent au regard des réformes de protection sociale actuellement conduites dans la région, une étude comparative des programmes de protection sociale a été effectuée dans les pays de la Communauté d'États indépendants (CEI) et en Géorgie.

Dans les pays de la CEI et en Géorgie, les programmes de protection sociale ne se présentent pas de la même manière que dans d'autres pays. Pour opérer le passage à une économie de marché il a fallu abandonner des politiques centralisées au profit d'une approche plus ciblée permettant d'atteindre les plus démunis. Le document d'information, basé sur l'étude en question et sur des données concernant la protection sociale dans d'autres pays de la région, est en cours de rédaction. Il fait la synthèse des informations recueillies dans la région, propose des recommandations concernant les politiques à suivre et tire des enseignements de l'exécution des programmes de protection sociale dans la région. Ce travail est destiné aux membres, mais il doit également permettre d'orienter les travaux de la FAO au cours du prochain exercice biennal.

Les membres souhaiteront peut-être examiner les résultats de l'étude et la synthèse contenue dans le document d'information, faire part de leur expérience en matière de programmes de protection sociale en faveur du développement rural dans leur pays, suggérer des améliorations et faire des recommandations concernant les travaux futurs de l'Organisation.

Un cadre de décision contenant les recommandations issues des débats sera préparé, en vue de son adoption à la trentième session de la Conférence régionale pour l'Europe.

7. Combattre le fardeau social et économique de la malnutrition en Europe et en Asie centrale par des politiques agricoles et alimentaires tenant compte de la nutrition

Malgré une croissance notable de la production alimentaire ces dernières décennies, les retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans et la dénutrition sont encore d'actualité dans certains pays de la région. Par ailleurs, en raison de la transition économique et nutritionnelle, l'excès pondéral et l'obésité sont en augmentation dans tous les pays, un phénomène qui est la conséquence de régimes alimentaires déséquilibrés et peu diversifiés, de carences en micronutriments et d'un mode de vie sédentaire. Les conséquences de la malnutrition sont multiples. Elle est à l'origine de maladies non transmissibles qui sont la principale cause d'invalidité et de mortalité dans le monde, sans parler de leur coût économique et social, qui est considérable. Le coût global de l'ensemble des maladies non transmissibles, qui sont dues principalement à l'excès pondéral et à l'obésité, a été estimé à 1 400 milliards d'USD en 2010 (SOFA 2013). Au niveau mondial, le coût social de la malnutrition, calculé en «années de vie corrigées du facteur invalidité», est élevé. Au-delà de ce coût social, la malnutrition nuit à l'économie des pays: baisse de productivité et chômage, dépenses de santé élevées, échecs scolaires, manque à gagner. Si l'on ne fait rien, ces problèmes pourraient prendre plus d'ampleur. Pour les responsables politiques, le défi consiste à combattre la dénutrition et les carences en micronutriments, tout en essayant d'inverser la tendance actuelle en matière d'excès pondéral et d'obésité.

L'objectif du débat est de faire un état des lieux du fardeau social et économique que représentent la malnutrition et les maladies non transmissibles liées au régime alimentaire dans la région Europe et Asie centrale; puis de faire un certain nombre de recommandations, applicables à différents groupes de pays de la région, en matière de politiques, de stratégies et d'actions prioritaires, en vue de réduire les coûts sociaux et les inégalités liées à la nutrition, dans la perspective du Cadre d'action de la Conférence internationale sur la nutrition (CIN2). On mettra l'accent sur les choix stratégiques à faire pour changer radicalement l'approche face à la malnutrition en développant la prévention, les avantages des systèmes agroalimentaires, et une meilleure nutrition fondée sur le choix des aliments, pour combattre les carences

en micronutriments. Plusieurs aspects seront abordés: les systèmes alimentaires permettant d'obtenir plus sur les plans de la quantité, de la qualité, de la diversité et de la disponibilité durable d'aliments riches en nutriments; les stratégies permettant aux consommateurs d'avoir accès à un régime alimentaire sain; et des régimes alimentaires équilibrés pour toutes les catégories de revenu, y compris les plus vulnérables. Le rôle des différents secteurs, partenariats et acteurs dans la mise en œuvre du Cadre d'action de la CIN2 (les secteurs privé et public, la société civile, les petits exploitants et les exploitations familiales) sera expliqué en détail. On s'intéressera aussi aux mécanismes qui permettraient une coordination plus efficace entre les secteurs et aux moyens d'améliorer la cohérence des politiques dans les secteurs qui ont le plus d'impact sur la nutrition. Le document comportera une réflexion sur les stratégies de renforcement des liens entre l'agriculture, les aliments et la nutrition, sachant qu'il importe de mettre en relation les politiques et les programmes agissant sur l'offre et ceux agissant sur la demande. Il y sera aussi question de la transformation des matières premières dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, des perspectives de développement des chaînes de valeur et du raccourcissement de la chaîne alimentaire, de l'idée de capitaliser sur la biodiversité en faveur de la nutrition, ainsi que d'autres politiques visant à faciliter la transition vers une production et une consommation alimentaire durables, compte tenu des défis internationaux et régionaux actuels.

Les membres seront invités à examiner les conclusions du document d'information, les recommandations en matière de politiques, et les recommandations concernant les actions futures de la FAO et de ses membres.

Les recommandations issues des débats qui se seront tenus lors de la Commission européenne d'agriculture seront présentées sous forme de cadre de décision à la Conférence régionale pour l'Europe.

8. Coût de l'organisation des prochaines sessions de la Commission européenne d'agriculture de la FAO - propositions

Suite à la décision prise à la trente-huitième session de la Commission européenne d'agriculture et à la vingt-neuvième Conférence régionale pour l'Europe, il a été demandé au Secrétariat de préparer un document détaillé présentant les coûts du déroulement éventuel des futures sessions de la Commission à Ankara, Budapest et Rome. Le Secrétariat présentera une analyse détaillée des coûts aux membres de la Commission. Le document contiendra un récapitulatif des coûts, qui ont été analysés en détail et qui sont sensiblement les mêmes pour les trois sites envisagés.

Les membres sont invités à examiner les propositions relatives aux coûts de l'organisation des prochaines sessions de la Commission européenne d'agriculture et à faire des recommandations concernant la tenue de la prochaine session de la Commission.

9. Élection des membres du Comité exécutif

10. Questions diverses

11. Date et lieu de la quarantième session

Examen et approbation du rapport de la Commission

Clôture de la session

Annexe B**LISTE DES DOCUMENTS**

ECA/39/15/1Rev.1	Ordre du jour provisoire annoté
ECA/39/15/2	Ouvrir l'agriculture familiale à l'innovation en Europe et en Asie centrale
ECA/39/15/3	Lutte contre la dégradation des terres pour la sécurité alimentaire et services écosystémiques des sols en Europe et en Asie centrale – Année internationale des sols (2015)
ECA/39/15/4Rev.1	Analyse des programmes de protection sociale destinés aux populations rurales - disparités hommes-femmes
ECA/39/15/5	Combattre le fardeau social et économique de la malnutrition en Europe et en Asie centrale par des politiques agricoles et alimentaires tenant compte de la nutrition
ECA/39/15/6	Coût de l'organisation des prochaines sessions de la Commission européenne d'agriculture de la FAO – propositions

SÉRIE INF

ECA/39/15/INF/1Rev.1	Calendrier provisoire
ECA/39/15/INF/2	Liste provisoire des documents
ECA/39/15/INF/3	Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote présentée par l'Union européenne et ses États Membres